



Photo : Nathan Denette/PC

Il y a deux PQ quand on parle d'économie. Il y a celui qui écrit des politiques, crée des organismes et signe des chèques pour attirer des grandes entreprises au Québec. C'est celui de Nicolas Marceau.

Il y a aussi celui qui trouve que les alumineries exagèrent, que les minières ambitionnent et que nous sommes en position de force pour exiger ce que l'on veut des investisseurs. C'est le PQ de Martine Ouellet et de Daniel Breton.

C'est une semaine difficile pour la branche idéaliste du PQ, et un dur rappel à la réalité pour la branche plus économique.

Il y a d'abord ce que l'on pourrait appeler «l'affaire Alcoa». Le géant américain menace de fermer ses trois alumineries québécoises si ses tarifs d'électricité augmentent de 60 % en janvier 2015, comme il est prévu.

Le journaliste Michel Morin a bien résumé l'affaire sur les ondes de TVA: la facture d'électricité d'Alcoa augmentera de 220 millions de dollars, ce qui reviendrait à effacer l'équivalent de l'ensemble de ses profits de 2012. Alcoa a investi au Québec parce que les tarifs d'électricité étaient plus bas que dans d'autres juridictions; il en voit moins l'intérêt quand sa facture augmente ici et baisse ailleurs.

La situation est quand même absurde. Ce gouvernement veut utiliser ses surplus hydroélectriques pour attirer de nouveaux investisseurs, mais paraît indolent quand il s'agit de sauver 3 300 emplois très bien rémunérés et vitaux dans leurs régions.

Laisser partir Alcoa se traduirait par la perte du plus gros client d'Hydro-Québec (350 millions\$) et la multiplication par deux de ses surplus. Ce serait un symbole épouvantable, alors que ce même gouvernement veut revitaliser le secteur manufacturier et accroître les exportations.

L'affaire Alcoa montre les limites d'un gouvernement à imposer ses volontés aux grandes entreprises. Le marché de l'aluminium est très concurrentiel, le prix du métal accuse un sérieux recul et on en produit dorénavant dans les pays qui en consomment le plus.

Le Québec n'est pas indispensable dans la nouvelle conjoncture internationale. Nous devons répondre à une seule question: veut-on garder ces entreprises au Québec ?

L'autre défaite de la gauche péquiste a eu lieu mercredi à l'Assemblée nationale, alors que le projet de loi 43 sur les mines a été défait par l'opposition.

C'était un mauvais projet déposé à un très mauvais moment. Le gouvernement voulait notamment imposer aux minières une étude de faisabilité sur la transformation du minerai au Québec.

L'intention était vertueuse, mais elle minait davantage la compétitivité du Québec face à d'autres juridictions. Dans le meilleur des cas, un projet d'investissement au Québec devenait plus long et plus compliqué; dans le pire des cas on liait un potentiel minier à un projet industriel encore plus hasardeux.

Le Québec peut imposer toutes les conditions qu'il veut, compliquer tous les processus d'acceptation des projets et décréter les impôts les plus lourds qui soient, mais il ne peut pas présumer que les investisseurs accourront pour explorer et mettre en valeur notre potentiel minier.

Les investissements miniers devraient baisser de 10 % cette année au Québec et les dépenses d'exploitation et de mises en valeur, de 28 %. Oui, il y a une sale conjoncture qui a freiné la demande mondiale, mais le climat d'incertitude créé par ce gouvernement a contribué à mettre l'industrie dans le trou.

Revenons à la branche «économique» de ce gouvernement. Elle aura beau promettre mer et monde et concéder les crédits d'impôts les plus alléchants, elle se fera constamment court-circuiter par des gens qui voient le progrès économique comme un facteur polluant et verront comme un signe d'émancipation le refus de tenir compte de l'environnement économique et commercial.

Le gouvernement péquiste me fait penser à un propriétaire qui fait marcher sa fournaise et son climatiseur en même temps. Ça coûte cher pour rien... et la température ne bouge pas d'un degré.

Cet article [Le PQ et les entreprises](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Le PQ et les entreprises](#)